

Forum mondial de la Jeunesse à Charm-El-Cheik (Égypte)

Ali Bongo Ondimba prône plus d'investissements en faveur des jeunes

SM

Libreville/Gabon

C'est l'un des vœux formulés, lundi, par le chef de l'Etat gabonais, lors de son intervention sur le thème de l'Union africaine pour 2017 : "Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse".

LE Forum mondial de la Jeunesse qui se tient à Charm-El-Cheikh, en Égypte et auquel le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba prend part, se poursuit. Dans son intervention, lundi, lors du panel portant sur le thème de l'Union africaine

pour 2017 : "Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse", le président de la République a invité ses pairs à mener plus d'actions concrètes en faveur des jeunes. Il a également encouragé les partenaires et autres leaders d'opinion à investir davantage dans les domaines tels que l'éducation et la formation des jeunes. Non sans rappeler l'importance d'une jeunesse éduquée et bien formée.

«Promouvoir l'éducation, la santé et la formation des jeunes, favoriser également une croissance inclusive pour une meilleure insertion professionnelle et surtout encourager les initia-

tives de transformation locale, garantes de création d'emplois», telles sont les recommandations faites par Ali Bongo Ondimba devant plusieurs chefs d'États et face à de nombreux jeunes venus des quatre coins du monde. De même, le numéro un gabonais a prôné l'unité et la mutualisation des forces pour une Afrique en paix, pouvant voir sa jeunesse se développer. Laquelle jeunesse, représente à ce jour, un peu plus de deux-cent (200) millions d'individus.

Il faut souligner que les présentes assises qui se tiennent actuellement à Charm-El-Cheikh, en Égypte, prendront fin, le 10 novembre prochain.



Le président Ali Bongo Ondimba s'entretenant avec ses homologues égyptien al-Sissi (centre) et tchadien Idriss Déby Itno (g).

Elles visent à favoriser la paix, la prospérité, l'harmonie et le progrès à travers une jeunesse prometteuse.

Sur un tout autre plan, s'agissant notamment de la coopération entre le Gabon et l'Égypte, le président de la Ré-

publique s'est entretenu avec son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, avec qui il partage des points de vue communs sur des questions liées à la jeunesse. Tout comme ils ont évoqué d'autres questions d'actualité au niveau mondial

et sur le plan sous-régional précisément sur la situation au niveau de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), actuellement présidée par le président tchadien Idriss Déby Itno.

Au terme de la 137e Assemblée de l'UIP/Trois questions à... Richard-Auguste Onouvié

"La délégation gabonaise s'est réjouie de constater une avance certaine du Gabon"

Propos recueillis par : O'. N.

Libreville/Gabon

Le président de l'Assemblée nationale du Gabon, qui a récemment conduit la délégation gabonaise à la 137e Assemblée de l'Union interparlementaire (IUP), fait ici le point des dites assises qu'a abritées la ville de Saint-Petersbourg (Russie).

L'union. Monsieur le président, vous venez de prendre part, à la tête d'une délégation, à la 137e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP). De quoi a-t-il été question au cours de ces assises qui se sont tenues à Saint-Petersbourg en Russie ?

Richard-Auguste Onouvié : La 137e Assemblée de l'UIP, marquée par le 20e anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie, s'est penchée en particulier sur le débat général dont le thème était "Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue inter religieux et inter-ethnique". Ce débat a donné l'occasion aux parlementaires du monde entier de partager leurs expériences nationale, régionale, et internationale pour identifier les moyens de mieux gérer le pluralisme culturel et de promouvoir la paix par le dialogue inter religieux et inter-ethnique. Il faut dire qu'avant l'ouverture officielle des travaux, le groupe géopolitique africain s'est réuni afin d'harmoniser le point de vue de tous les États membres sur tous les points inscrits à l'ordre du jour. Parmi ces points figuraient l'élection du nouveau président (ou devrait-on dire de la nouvelle présidente, étant donné que nous avons eu deux candidates) de l'organisation dont la présidence tournante revient à l'Amérique du Sud, la désignation des candidats du groupe africain aux postes de direction au sein de l'UIP et l'installation des quatre Commissions permanentes en charge des droits de l'Homme, du droit humanitaire, du développement durable, du financement et du commerce, ainsi que celle des Affaires de l'Onu. L'autre question majeure a été le drame humain sur les Rohingyas, inscrit en point d'urgence, en raison de sa particulière gravité. En effet, l'Assemblée a marqué sa profonde préoccupation sur le sort de cette minorité ethnique du Myanmar, victime de graves exactions et de violations de droits de l'Homme, la contraignant ainsi à un exil vers le Bangladesh. D'autres questions aussi importantes ont été traitées en commissions, dont deux sur quatre ont vu la présence des parlementaires gabonais.

Quel a été l'apport de la délégation gabonaise lors de ces travaux qui tournaient autour de plusieurs thèmes ?

- La délégation gabonaise a activement pris part aux travaux, notamment par sa présence au Comité directeur mais aussi à la Commission permanente pour la Paix et la Sécurité internationale et aux Forums des femmes. La Commission de la Paix et la Sécurité internationale, à laquelle l'honorable Rémy Ossele Ndong a pris part en sa qualité de membre du bureau, a débattu des questions telles que le rôle du Parlement dans le suivi de l'action des forces armées nationales participant au maintien de la paix de l'Onu, la mise en œuvre de la résolution de la cyberguerre, le processus de l'Onu sur l'interdiction des armes nucléaires, ou encore la pérennisation de la paix pour parvenir au développement durable. Le bureau des femmes parlementaires et le Forum de femmes parlementaires comptant également un membre de la délégation gabonaise a axé ses travaux sur la question de l'amélioration de la proportion des femmes parlementaires dans les instances de l'UIP, particulièrement sur le relèvement du quota de 30% de femmes au sein du Comité exécutif.

Comment, de manière concrète, le Parlement gabonais entend-il tirer profit des conclusions de cette 137e Assemblée de l'UIP ?

- Vous remarquerez, par le thème, qu'il s'agit véritablement d'un prolongement des préoccupations que nous avons dans notre propre pays. C'est la promotion du « vivre ensemble » dans un environnement où nous côtoyons plusieurs cultures, ethnies, traditions et religions. Toute la problématique c'est de gérer cette diversité, que ce soit au niveau mondial ou au niveau du Gabon, afin qu'elle nous amène à promouvoir la paix pour un développement dans la tranquillité. Dans la pratique, le Gabon a organisé, il y a quelques mois, un Dialogue politique inclusif et sans tabou auxquels ont pris part plusieurs associations, leaders politiques et religieux, de bords, cultures, ethniques et religieux différents. Cela est un témoignage d'une volonté des plus hautes autorités du pays de promouvoir cette diversité pour maintenir la paix. D'un point de vue général, la délégation gabonaise s'est réjouie de constater une avance certaine de notre pays par rapport aux conclusions des travaux. Nous pouvons citer, en exemple, le relèvement du quota des femmes au sein du Comité exécutif de 30%, pourcentage déjà appliqué dans notre pays depuis quelques années et bien d'autres points.



Le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié, lors des travaux.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Continuité de service

La Direction Générale souhaite informer son aimable clientèle que suite à la reprise du mouvement de grève observé par le SYNTEE + (Syndicat National des travailleurs du Secteur Eau et Electricité) depuis ce lundi 06 novembre 2017, le fonctionnement des agences de gestion clientèle est perturbé.

Toutefois, les clients peuvent acheter leurs unités EDAN auprès des revendeurs habituels, et procéder au règlement de leurs factures par les moyens électroniques usuels.

Nous regrettons ces désagréments et faisons notre possible pour en atténuer les effets sur la clientèle. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la situation. Un service minimum est toutefois mis en place pour assurer la continuité du service essentiel.

La Direction Générale